

DEPARTEMENT
DES BOUCHES-DU-
RHONE

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTE - EGALITE – FRATERNITE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
TERRE DE PROVENCE

ARRONDISSEMENT
D'ARLES

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉCISIONS

N° DP2021_109

DÉCISION DE LA PRESIDENTE
Décision portant attribution à la Société AZUR TRUCKS LOCATION
d'une prestation de location d'un camion- châssis 6x2

La Présidente de la Communauté d'Agglomération Terre de Provence,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L5211-10.

VU la délibération n° 77/2020 du Conseil Communautaire en date du 23 juillet 2020 accordant délégation à la Présidente pour la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres de la Communauté ainsi que toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget.

VU l'article L2122-1 du Code de la Commande Publique relatif aux marchés publics passés sans publicité ni mise en concurrence préalable.

CONSIDERANT que le véhicule équipé du rouleau compacteur et servant à tasser les déchets collectés en déchetterie a été endommagé cet été à la suite d'un accident de la circulation.

CONSIDERANT que pour remplacer le véhicule et le matériel endommagé, hors d'usage et classé épave, une consultation a été lancée dans un premier temps pour l'acquisition d'un nouveau rouleau compacteur.

CONSIDERANT qu'afin de permettre l'utilisation du compacteur en cours d'acquisition, il s'avère nécessaire pour assurer la continuité du service sur les déchèteries communautaires, pour pouvoir permettre le tassage et le compactage des déchets déposés dans les bennes et pour optimiser les rotations du prestataire de louer un véhicule – châssis 6x2 dans l'attente du remplacement de celui accidenté.

VU l'urgence particulière de la situation.

VU le contrat de location du véhicule et les conditions générales proposés par le prestataire.

VU la proposition financière faite par la Société AZUR TRUCKS LOCATION (CLOVIS LOCATION) en date du 15 octobre 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 :

D'accepter la proposition technique et tarifaire pour la location mensuelle d'un camion châssis 6x2 susceptible d'être équipé d'un rouleau compacteur à déchets proposée par l'entreprise suivante :

**AZUR TRUCKS LOCATION
1058 RD 60 07
06270 VILLENEUVE LOUBET**

Pour un montant forfaitaire mensuel de **2 806.70 € HT** soit **3368.04 € TTC**, ce qui représente pour la durée totale du contrat un montant forfaitaire annuel de **33 680.40 € HT** soit **40 416.48 € TTC**.

(Quarante mille quatre cent seize euros quarante-huit cts toutes taxes comprises)

Il est par ailleurs précisé que :

- Le dépôt de garantie ne sera pas exigé de la Communauté,
- le véhicule sera livré avec le plein de gasoil et d'AD BLUE et dans un état propre,
- le complément de gasoil sera facturé 1.37 € HT le litre,
- le complément d'AD BLUE sera facturé 1 € HT le litre.
- le nettoyage du véhicule sera facturé 60 € HT en cas de besoin,
- tout élément cassé sera facturé,
- la location prendra fin lorsque le véhicule sera restitué au prestataire sur le parc. Si tel n'était pas le cas et sauf accord le convoyage pour ramener le véhicule sera facturé au taux de la main d'œuvre en vigueur.

ARTICLE 2 :

D'autoriser la signature des pièces administratives, techniques et financières liées à cette commande, notamment les conditions générales ainsi que les futurs avenants.

ARTICLE 3 :

La durée du contrat de location est de 12 mois à compter de la livraison du véhicule.

ARTICLE 4 :

Rappelle que toutes les décisions prises par la Présidente en application de ses délégations sont systématiquement rapportées lors du prochain Conseil de Communauté.

ARTICLE 5 :

Madame la Directrice Générale des Services, Madame la Présidente et Monsieur le Receveur Municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera inscrite au recueil des actes administratifs de la Communauté d'Agglomération, notifiée conformément aux dispositions de l'article 2 modifié de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et dont ampliation sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement d'Arles.

ARTICLE 6 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux et d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité.

Fait à Eyragues, le 8 novembre 2021

La Présidente,
Madame Corinne CHABAUD

